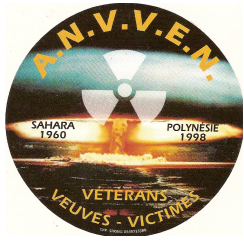


Association Nationale des Vétérans Victimes des Essais Nucléaires ANVVEN



Bohars le 31 juillet 2016

Madame Marisol Touraine
Ministre de la Santé
Présidente de la commission consultative de
suivi des conséquences des essais nucléaires
14 avenue Duquesne Paris

Objet : loi Morin pour l'indemnisation des victimes des essais nucléaires
Référence : projet de décret visant à modifier le décret 1049 du 15 septembre 2014

Madame la Ministre,

En toute fin de séance de la 6^è commission consultative de suivi tenue le 6 juillet 2016 en votre ministère, on nous a remis le projet de décret visant à assouplir les conditions d'indemnisation des victimes des essais nucléaires selon les promesses faites à Tahiti par Monsieur le Président de la République en février 2016. Ce texte aurait dû nous parvenir en même temps que la convocation. Le tour de table fut interminable avec des interventions d'invités Polynésiens de plus en plus nombreux.

La mesure phare consistant à abaisser le seuil de probabilité de 1% à 0,3% ne peut satisfaire ceux qui ont cru en la parole des parlementaires qui ont voté la loi 2010-2 du 5 janvier 2010. Trois conditions sont posées pour entrer dans le cadre de l'indemnisation : souffrir d'un des 21 cancers reconnus radio induits, avoir séjourné dans une zone géographique réputée contaminée pendant une période donnée. Ces 3 conditions sont à la fois nécessaires et suffisantes. Hélas ! est venue polluer le sens de la loi, cette notion détestable et jamais prouvée de risque négligeable qui a vidé la loi de son sens initial. Les résultats prévisibles sont catastrophiques puisque 98% des demandes sont rejetées en application de ce prétexte. La loi Morin est un fiasco reconnu par tous.

Le 10 décembre 2009, sur le plateau de LCP animé par Céline Bittner, vous avez reproché à votre collègue Philippe Folliot de « reprendre d'une main ce que la loi a accordé de l'autre ». Rien n'a vraiment changé et les victimes sont contraintes d'engager des recours pénibles, longs et coûteux devant les juridictions administratives sans bénéficier de l'aide juridictionnelle automatique et totale comme devant le TPMI (demande notée par M Bernard Vallet). Les victimes des essais nucléaires sont pourtant frappées par un fait de guerre en grandeur réelle. La loi Morin promettait la fin des contentieux or, ils ont constamment augmenté depuis 2010. On se demande s'il faut encore adresser des dossiers au CIVEN ou bien bouder et stériliser cette autorité administrative indépendante pour refuser de cautionner la méthodologie en place. Une méthodologie qui n'a rien de scientifique comme l'a déclaré Monsieur Benamouzig scientifique de l'INSERM. Lors d'une précédente commission consultative, Madame le Professeur Sancho-Garnier avait émis les mêmes réserves.

Par conséquent, abaisser le seuil de probabilité à 0,4% ou 0,2% ne changera rien sur le fond du dossier : vous maintenez toujours un vague calcul de probabilité basé sur le logiciel américain NIOSH-IREP dont le Président du CIVEN a beaucoup de mal à expliquer la pertinence pour tenter de convaincre l'auditoire.

La rédaction du projet de décret, reste floue et imprécise à force de vouloir tout décrire et fixer sur le papier. Par exemple, au second alinéa de l'article premier : « lorsque au regard des conditions concrètes d'exposition de la victime, des mesures de surveillance auraient été nécessaires » Ceci promet contestations et conflits.

Au 2è alinéa « l'incertitude liée à la sensibilité de chaque individu aux radiations » Ceci revient à reconnaître l'inégalité devant la maladie avec pour conséquence logique le bénéfice d'une indemnité significative pour tous les demandeurs qui remplissent les 3 conditions de la loi Morin (pathologie, zone contaminée et période concernée) L'ANVVEN conteste l'application du barème de l'ONIAM pour fixer le montant de l'indemnité car nous n'avons pas été victimes du mauvais réglage d'un appareil de radiothérapie ; nous avons participé à des opérations de guerre et un barème spécifique devrait être instauré.

Article 2 du projet : « Le demandeur peut également se faire représenter par une personne qu'il désigne » Le texte reste muet sur le remboursement des frais de déplacement pour la victime ou son représentant (avocat, cancérologue...) L'ANVVEN demande que les frais soient pris en charge par le CIVEN pour les déplacements en métropole.

Article 3 du projet : l'ANVVEN estime que tous les dossiers rejetés sur la base du seuil de probabilité à 1% doivent être réexaminés même si une juridiction administrative a rendu un jugement . Ce jugement est remis en cause par l'entrée en vigueur du nouveau seuil à 0,3% Ne pas revoir ces dossiers c'est commettre une injustice et placer la juridiction administrative face à son jugement rendu sur des éléments aujourd'hui faux.

Par ailleurs, la nécessité de prévoir un suppléant en cas d'absence du titulaire nommé par arrêté ministériel reste sans décision à ce jour.

*

*

*

La loi Morin a fait naître beaucoup d'espoir chez les victimes. Les effets attendus sont anéantis par la clause du risque négligeable ; c'est le cancer de la loi Morin. Chercher à assouplir de manière aléatoire et empirique ne résoudra pas le problème posé. L'ANVVEN a été la première association et longtemps la seule, à contester cette notion perverse de risque négligeable. Aujourd'hui, toutes les associations, les scientifiques et nombre de parlementaires reconnaissent la nocivité de cette disposition scélérate. La seule solution raisonnable est de la supprimer de l'article 4-5 de la loi consolidée et contrairement à ce qu'a affirmé un président d'association il ne faut pas 3 ou 4 ans pour rayer 5 mots. Ce petit travail parlementaire peut se faire avant Noël prochain, c'est le vœu de l'ANVVEN.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Pierre Marhic

Président de l'ANVVEN

